

Un commissaire de la C ni appelle "  barrer la route" aux médias indépendants

@rib News, 07/05/2019 Source AFP Un commissaire de la Commission électorale nationale indépendante du Burundi (C ni) a appelé mardi à "barrer la route" aux médias indépendants avant les élections de 2020, les accusant d'avoir conduit le pays au "chaos" au cours du processus électoral de 2015.

"Vous avez été témoins des  v nements de 2015; ce sont surtout les médias indépendants qui avaient re su de l'étranger la mission de semer le chaos" dans le pays, a accusé Jean Anastase Hicuburundi, commissaire chargé des Opérations électorales et du contentieux au sein de la C ni. Il a tenu ces propos mardi au cours d'une "réunion d'échange" avec les partis politiques agr s, la société civile et les confessions religieuses, en présence de nombreux journalistes à Bujumbura. "Ce sont eux qui ont fait qu'on a eu un mouvement de frondeurs au sein du (parti au pouvoir) CNDD-FDD, l'insurrection populaire, les réfugiés et d'autres maux qui ont paralysé le pays", a-t-il énuméré au cours de cette réunion à Bujumbura, selon SOS Médias Burundi, l'un des rares médias indépendants encore présent au Burundi. Tous ces propos ont été confirmés à l'AFP par deux personnalités présentes sur place. "Ils ont tout fait pour mettre le pays à genoux", a insisté le membre de la C ni, issu du parti au pouvoir au Burundi. Le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat. Il avait été réélu en juin de la même année. Les violences et la répression qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête. M. Hicuburundi a accusé ces médias d'avoir repris leur oeuvre de déstabilisation à une année des élections générales prévues en 2020. "Aujourd'hui c'est de l'arrestation des membres (parti d'opposition) Congrès national pour la liberté dont on parle, demain ils parleront d'autres complots en rapport avec les droits de l'homme", a-t-il dénoncé, demandant "au CNC (Conseil national de la communication, organisme public) de barrer la route à ces médias qui ne veulent pas suivre le schéma tracé par le gouvernement". Les médias indépendants du Burundi étaient parmi les plus florissants de la région jusqu'à la crise de 2015, où plusieurs radios et télévisions ont été détruites et une centaine de journalistes contraints à l'exil. Le Burundi occupe la 159e place sur 180 dans le dernier classement RSF de la liberté de la presse.

 

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});